

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Chantal Delsol
(séance du lundi 13 octobre 2014)

Bertrand Saint-Sernin : La démocratie, depuis l'Antiquité grecque, impliquait que l'on ne pouvait pas sous-traiter la défense de la patrie. Or, à l'heure actuelle, les démocraties occidentales semblent assez disposées à confier une partie de leur défense à d'autres. Comment en est-on arrivé là ?

*
* *

Jean Mesnard : Je crois que le mot *social* implique toujours quelque chose de moral alors que le *sociétal* essaie d'éviter les questions de norme si bien qu'il s'illusionne en pensant être scientifique ; il n'est tout au plus que pseudo-scientifique.

Prenons l'exemple du mot *solidarité*, très à la mode aujourd'hui et particulièrement dans le langage de gauche, mot que l'on associe abusivement à l'idée de bienfaisance. Or le mot *solidarité* n'a jamais signifié bienfaisance, mais désigne une situation de fait, une situation de droit. Un dictionnaire de droit du XVIII^e siècle que j'ai eu récemment l'occasion de consulter indique que solidaire signifie caution. Est solidaire celui qui, matériellement, répond pour un autre. On est dans le matériel, voire le matérialisme, et dans la relation individuelle – et non pas au niveau de la société.

*
* *

Bertrand Collomb : Vous nous avez montré, à travers le passage de *social* à *sociétal*, une évolution de la préoccupation publique vers la préoccupation privée. Les hommes politiques en font l'expérience depuis plusieurs années en constatant que l'électorat ne se préoccupe jamais que de savoir quelles conséquences telle ou telle mesure aura pour des intérêts particuliers, individuels, au mieux corporatistes, et non pas pour la collectivité dans son ensemble.

Dans les entreprises, il en va différemment. Le *social*, en entreprise, désigne des préoccupations internes : rapports sociaux, climat social, bilan social, partenaires sociaux. C'est le cadre dans lequel employeurs et employés établissent leurs rapports. La construction du consensus social a du reste été, dans un passé pas très éloigné, une préoccupation majeure des entreprises, au point que celles-ci, tant en France qu'aux États-Unis, se sont parfois retrouvées en porte-à-faux par rapport au monde extérieur parce qu'elles étaient obsédées par cette préoccupation interne. Elles avaient oublié qu'il y avait des clients et oublié qu'il y avait des actionnaires.

Mais, depuis les années 1980, l'entreprise a découvert qu'il était fondamental de gérer ses rapports avec la société, ses rapports externes avec les clients, les actionnaires, les ONG, les collectivités locales, etc. Et comme le *social* désignait les

rappports internes, les entreprises ont commencé à parler de *sociétal* pour désigner les rapports externes. Le « grain à moudre » cher à André Bergeron était du social. La préoccupation de savoir si au Bangladesh votre sous-sous-traitant n'emploie pas d'enfants et si les piliers et poutres de l'usine sont vraiment en béton et non pas en sable mélangé à un tout petit peu de béton, cette préoccupation relève du sociétal.

*
* *

Xavier Darcos : Il existe une revue qui s'appelle *Sociétal*, publiée par l'Institut de l'Entreprise, et qui évoque des problèmes très concrets d'organisation économique des sociétés. Est-ce que cela ne remet pas en partie en cause la distinction que vous avez établie entre *social* et *sociétal* ?

L'apparition du mot *sociétal* ne participe-t-elle pas d'un processus qui a été déjà été à l'œuvre dans d'autres domaines ? Ainsi avons-nous vu *caritatif* se substituer à *charité*, *citoyen* évincer *civique*, *éthique* remplacer *moral*. C'est un glissement qu'a parfaitement décrit George Orwell dans *1984* et qui consiste à remplacer un mot par un autre pour en dévoyer le sens. S'il était autrefois *civique* d'obéir à ses parents, il peut être aujourd'hui *citoyen* de s'insurger contre une oppression parentale. Il me semble que *sociétal* a eu la même fonction. Pour faire dire l'inverse de ce qui naguère était contenu dans *social*, pour remplacer l'émancipation par le conformisme, pour substituer aux problèmes concrets de la lutte des classes ou de l'amélioration de la condition des pauvres des problèmes abstraits de mœurs, pour remplacer le politique par le domestique, il fallait démoder *social* en lui substituant *sociétal*.

Est-ce que l'invasion d'*éthique*, de *solidaire*, de *citoyen*, de *sociétal*, de ce véritable lexique d'antonymes par rapport à ce qu'on connaissait auparavant, n'a pas pour vertu principale d'empêcher de penser et d'occulter les problèmes très concrets qui continuent à se poser ?

*
* *

Gilbert Guillaume : Ne sommes-nous pas au terme de cette société que caractérise si bien l'expression de Gibbon que vous avez citée, « la molle indifférence de la vie privée » ? Le phénomène de la mondialisation, avec l'augmentation du chômage et le développement d'une immigration massive en Europe, ne va-t-il pas nous placer face à des problèmes qu'il faudra nécessairement résoudre collectivement en renonçant à cette molle indifférence ? Ne croyez-vous pas que l'Histoire va nous rattraper ? L'exemple de "l'État islamique" n'est-il pas à cet égard révélateur ?

*
* *

André Vacheron : Dans mon exercice médical, où le dialogue avec la société civile est fondamental, je suis souvent étonné par le manque de courage, le manque de dynamisme, voire la tendance à la paresse de nos concitoyens, à quelque milieu qu'ils appartiennent. Cette tendance à la paresse est presque devenue un

dénominateur commun dans notre société. Lorsqu'il y a eu en France un changement de majorité, j'ai pu voir les infirmières s'inquiéter aussitôt dans les couloirs de l'hôpital de ce qui pourrait advenir de leurs "35 heures". Que pensez-vous de cette évolution ?

*
* *

Michel Pébereau : *Social* en anglais couvre un champ sémantique beaucoup plus large qu'en français. Quand on parle de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, on utilise la terminologie anglo-saxonne et l'on évoque par là la responsabilité de l'entreprise vis-à-vis de la société. Dans le système français, *social* désigne la relation sociale telle qu'elle est définie fondamentalement par l'État. Il s'agit de la relation que la collectivité qu'est l'entreprise entretient avec l'État sur le sujet précis des relations du monde du travail.

Quand les entreprises ont pris conscience qu'elles pouvaient difficilement exister au sein de la société en limitant leurs préoccupations à ce social tel que défini par l'État, elles ont ouvert une fenêtre sur ce qu'elles ont appelé le sociétal, à savoir la relation de l'entreprise avec l'extérieur de l'entreprise, avec la société en général. C'est le sens même du titre que l'Institut de l'Entreprise a choisi pour sa revue. De ce fait, devient sociétal tout ce qui correspond au concept d'entreprise citoyenne. Le sociétal est l'ouverture de l'entreprise à l'intérêt général.

En me plaçant du point de vue de l'entreprise, il apparaît que le sens de sociétal est à l'inverse de ce que vous avez exposé. Mais il s'agit de bien voir que sociétal n'a pris le sens que j'indique que pour l'entreprise et cela ne remet nullement en cause la validité de vos propos, auxquels je souscris pleinement.

*
* *

Jean-Claude Casanova : Y aurait-il une acuité moderne des problèmes de mœurs ? Je n'en suis nullement convaincu. Certes, on discute aujourd'hui aux États-Unis et en France du mariage entre personnes de même sexe, mais le droit du mariage n'est-il pas modifié en permanence depuis deux siècles ? Le problème du divorce au XIX^e siècle dans la France catholique a en fait causé plus de remue-ménage que le mariage entre deux personnes du même sexe aujourd'hui. Il n'y a pas à mon sens d'acuité nouvelle, mais on retrouve dans les sociétés modernes le problème qui s'est posé dès le XVIII^e siècle, à savoir celui du choix entre la liberté des Anciens et la liberté des Modernes.

Nous ne sommes plus dans la société de la *polis* ou de la *civitas* depuis le christianisme, christianisme dont Gibbon, que vous avez cité, pense qu'il a corrompu Rome. C'est du reste aussi ce que pense Voltaire et même un peu Montesquieu.

Quand vous dites « nous » pour décrire la situation actuelle, entendez-vous par ce pronom personnel « nous, les Français », « nous, les Européens », « nous, les Occidentaux » ou « nous, les humains du XXI^e siècle » ? La question n'est pas sans importance car, si un Américain de 30 ou 40 ans devait traiter votre sujet, il exprimerait sans aucun doute une conscience très nette du rôle des États-Unis et nullement le sentiment d'être réduit à la vie privée. De même, un Chinois

n'analyserait vraisemblablement pas l'état du monde ou de la société comme vous le faites.

*
* *

Alain Besançon : Le thème que vous avez traité est en fait celui de l'héroïsme opposé à la vie bourgeoise, thème très ancien puisqu'on le trouve aussi bien dans la *Jérusalem délivrée* que dans l'opposition de Mars et de Vénus dans la peinture baroque.

Un mot à la mode aujourd'hui est celui de *respect*. Il faudrait tout respecter et, avant tout, toutes les religions. Je ne vois pas pourquoi l'on devrait respecter toutes les religions. On peut bien sûr respecter les hommes, mais si une religion est détestable, pourquoi la respecterait-on ?

Un autre travers à la mode consiste à ne pas avoir d'ennemi. Il est mal d'avoir des ennemis. Le Christ disait qu'il faut aimer ses ennemis, mais avant de pouvoir les aimer, il est nécessaire de les reconnaître comme tels.

*
* *

Marianne Bastid-Bruguière : Les phénomènes que vous associez à la différence entre *social* et *sociétal* sont en fait universellement déplorés. Toutefois, beaucoup de langues n'ont pas de mots permettant d'exprimer cette différence. En Chine, on ne cesse de déplorer que les gens ne s'intéressent plus qu'aux charmes de la vie et à leur intérêt privé ; pourtant si le chinois a bien un mot pour dire social, il n'en a pas pour dire *sociétal*.

Vous avez décrit à souhait la disparition du désir d'histoire, d'événement, d'idéal. Néanmoins, dans nos sociétés, on trouve partout des jeunes qui ont encore ce désir. Comment intégrez-vous cet élément à votre interprétation générale ?

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Social et sociétal : Louis XIV serait donc social ; il prend l'Alsace et bientôt la Lorraine. La France les possède toujours. Il prend le Nord-Pas-de-Calais, et Lille ne s'aperçoit même plus qu'elle n'a pas toujours été française. En revanche, Charles VIII est sociétal : il lâche Perpignan pour conquérir l'Italie. Résultat : il perd Perpignan et ne gagne pas l'Italie. Napoléon est évidemment sociétal puisqu'il lâche la Louisiane qui est quelque chose de concret pour conquérir toute Europe de façon ridicule, et pour constituer un empire dont on sait ce qu'il est devenu. Hitler est évidemment sociétal (toujours selon le vocabulaire de notre consœur) avec ses ambitions démesurées. Staline est à la fois social et sociétal : d'une part, il s'avance à pas comptés, mais il est porté par une idéologie folle et, finalement, une grande partie de ce qu'il a conquis sera perdu.

*

* *

Philippe Levillain : À propos du XIX^e siècle, vous avez relevé qu'on était dans le social. Toutefois je me demande si dans certains domaines d'activité, notamment celui des catholiques sociaux, il n'y a pas, derrière le social qui chez eux est ardent, également du sociétal. Je pense ainsi à la corporation de la loi Harmel ; je pense aussi au livre de Léon Bourgeois qui s'intitulait *Solidarité* et dans lequel s'exprime un social organique finalement assez proche du sociétal.

Vous avez dit que la grande Histoire avait disparu. C'est en grande partie exact, même si l'on peut nuancer. En revanche, ce qui est parfaitement exact est que tout est aujourd'hui histoire pour tout le monde. Les historiens ont en effet fragmenté l'histoire et l'on donne aux étudiants des mémoires de maîtrise à rédiger sur l'histoire du soulier, l'histoire de l'argot, l'histoire du cheveu, etc.

Que pensez-vous de l'importance qu'ont revêtue concurremment en 1968 la libération générationnelle et la découverte de l'individualisme méthodologique ? C'est au fond ce que Jérôme Monod a appelé l'ADN et qui montre que chacun d'entre nous est un exemplaire unique en son genre.

*

* *

Jacques de Larosière : Vous avez dit justement que les gouvernements qui se sont succédé depuis quelques années n'ont pas réussi à régler la question du chômage ni les problèmes de compétitivité de l'économie française, mais qu'ils ont en revanche fait assaut de sociétal avec le « mariage pour tous » et autres sujets touchant aux mœurs.

Je crois toutefois que cela ne va pas durer et que ceux qui cherchent à distraire leurs concitoyens des vraies questions en mettant en avant des questions de mœurs vont être rapidement rattrapés par les grands problèmes. Aujourd'hui, nos dirigeants peuvent se permettre d'agir comme ils le font car ils empruntent du temps et que c'est par le temps qu'on repousse les grands problèmes. Mais quand on connaît le théorème de Domar sur l'accumulation des déficits en temps de croissance faible, on sait que la situation actuelle ne durera pas.

*

* *

Bernard Bourgeois : Ne faudrait-il pas considérer que le choix entre *social* et *sociétal* n'est pas à proprement parler un choix entre l'adhésion pour l'intérêt privé et l'adhésion pour l'intérêt public ? En effet, à mes yeux le sociétalisme aime le privé, mais dans la mesure où le privé n'est pas une totalité, c'est-à-dire où il se réduit à l'interaction et non pas à la totalisation. Son adversaire, au niveau de la vie privée, c'est la famille ou, s'il aime la famille, la famille recomposée, c'est-à-dire celle qui a été d'abord décomposée. Le sociétalisme ne dédaigne évidemment pas le public, mais dans la mesure seulement où le public se réduit à de l'interactif et ne se présente pas comme une totalité. De même que son adversaire dans le privé, c'est la famille, dans le public, c'est le politique, l'État ou la nation.

Refuse-t-il la famille parce qu'il refuse la nation ou refuse-t-il la nation parce qu'il refuse la famille ? Je pencherais plutôt pour la première hypothèse dans la mesure où la nation, comme État-nation est l'instance qui peut éventuellement demander à l'individu le sacrifice suprême, contraire évidemment à l'attachement à soi qui, pour le sociétalisme, se confond à l'attachement à autrui sous le régime de l'interaction et dans le rejet de toute totalité quelle qu'elle soit et qu'on identifie au totalitarisme.

On a donc un refus du grand homme, un refus de l'événement, un refus de l'héroïsme et une apologie du normal. Et le même qui a fait l'apologie du normal a fait l'apologie de l'égalité. La valeur suprême, c'est l'égalité, a-t-il été dit, alors qu'on sait bien qu'il faut nécessairement choisir dans la vie entre deux possibles valeurs suprêmes : la liberté et l'égalité.

*
* *

Réponses :

à Bernard Bourgeois : Je ne pense pas que les tenants du sociétalisme soient opposés à la famille, mais seulement qu'ils défendent une autre conception de la famille. Sans doute voudraient-ils une nouvelle définition de la famille pour que celle-ci corresponde à l'individualisme en cours.

à Jacques de Larosière : Vous dites que la situation actuelle ne va pas durer. J'en suis bien d'accord et je déplore que nos politiques n'aient pas encore pris la mesure des problèmes. Quand on ne prend pas la réalité au sérieux, elle vous rattrape sous forme de destin. Vous avez parfaitement raison de dire qu'on ne fait que repousser les échéances.

à Philippe Levillain : Il est exact que les catholiques sociaux, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, faisaient déjà aussi du sociétal. Quand on lit *Vers un ordre social chrétien* de René de La Tour du Pin ou encore les écrits d'Albert de Mun, on est typiquement dans le sociétal, mais parce que ces gens portaient une vision du monde et dès lors ils embrassaient à la fois le social et le sociétal.

Si chacun se sent unique, c'est parce que nous sommes dans une période de triomphe du nominalisme, en lien avec l'individualisme. Cela correspond du reste à notre conception occidentale classique qui veut que chaque être soit singulier. Au fond, nous marchons toujours dans les mêmes brisées, même si c'est de façon excessive et parfois pervertie.

à Marianne Bastid-Bruguière et Alain Besançon : Le thème que j'ai traité est, dites-vous très ancien. Assurément, mais ce qui nous distingue de l'Antiquité est notre refus de l'héroïsme, refus qui s'explique fort bien avec les dégâts dus aux deux guerres mondiales et aux totalitarismes. La volonté de vivre dans la banalité et dans l'ordinaire confortable est une façon de refuser la grandeur qui nous a trop souvent conduit à des excès.

à Alain Besançon : Pourquoi faut-il tout respecter ? Sans doute parce que nous sommes devenus incapables – et c'est très regrettable – de distinguer la personne et sa croyance, si bien que lorsque nous ne supportons plus la croyance, nous imaginons que du même coup nous ne pouvons plus respecter la personne. Dès

lors, l'impératif du respect des personnes nous impose de devenir relativistes vis à vis de leurs croyances. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus.

à Jean-Claude Casanova : Vous avez raison, il faut préciser qui est ce « nous ». Je dirais que ce sont les Européens et je n'inclurais pas les Américains, pour cette raison qu'étant porteurs, comme le dit Régis Debray, d'une culture « biblico-patriotique », ils se sentent encore concernés par la grande Histoire.

à André Vacheron : Je ne sais si l'on peut parler d'une tendance à la paresse, mais il est certain que le travail est aujourd'hui largement dévalorisé, et c'est à propos que l'on parle de la "société de loisir". La valorisation du travail est essentiellement chrétienne, et il est cohérent qu'elle s'efface en même temps que la chrétienté.

à Xavier Darcos et Michel Pébereau : Il est évident que trop de mots ont été dévoyés au cours du XX^e siècle, et les réalités qu'ils portaient, profanées. L'égalité a été profanée par Staline, la nation a été profanée par Hitler, et on pourrait citer cent autres exemples. Cela nous donne une foule de mots inutilisables. Le XX^e siècle, siècle fou, n'a pas seulement détruit des idéaux mais en même temps des mots. Alors nous nous ruons à la recherche de nouveaux vocables. Le phénomène que vous observez participe à mon avis de cette volonté de récuser un passé considéré comme infréquentable.

à Bertrand Saint-Sernin : À propos de la défense, on peut relire les textes de Démosthène qui, en fait, sont tout à fait de notre époque. Une époque individualiste se caractérise toujours, entre autres, par ce fait que le citoyen ne veut plus risquer sa vie pour la chose commune, et réclame à grand cris des mercenaires. Tout le monde sait qu'actuellement l'envoi de troupes au sol pour aider les Kurdes de Kobané à résister à Daesh serait beaucoup plus efficace que des frappes aériennes, mais personne n'a envie de risquer sa vie pour cette cause, pas plus que pour une autre, d'autant que l'expérience accumulée dans un passé récent au Moyen-Orient et en Lybie incite à la prudence.

*

* *